

Copenhague : urgence politique

Les délégations de la Gauche Européenne ont participé à la manifestation “System change, not climate change” (Changer le système, pas le climat) qui a réuni 100.000 personnes le 12 décembre 2009 à Copenhague pour faire pression sur les chefs d’Etat. Cette manifestation exprime l’exigence populaire d’un accord fort. Elle montre la montée en puissance de l’idée que la justice climatique passera forcément par plus de justice sociale et la prise en compte du point de vue des pays du Sud qui sont les premières victimes du réchauffement climatique.

Dans le même temps, les textes actuellement en débat au sein de la COP 15 (Conférence des chefs d’Etat) sont d’une tiédeur extrême : aucun engagement financier ou des sommes dérisoires, pas d’accord sur une limitation du réchauffement à 1.5° comme le propose des petits pays insulaires soutenus par une centaine de pays en développement, pas d’accord juridiquement contraignant, risque que les Etats-Unis se mettent à part du reste du monde. Déjà les pays du Sud rejettent tout accord sur base des documents actuels.

Le risque est donc grand que le sommet accouche d’une simple déclaration politique qui ne sera qu’un catalogue de bonnes intentions et pas un accord ambitieux et contraignant.

Pour les délégations de la Gauche Européennes présentes à Copenhague, un bon accord devra inclure tous les pays, être chiffré et juridiquement contraignant. Nous rappelons que notre demande est la réduction de 40% des émissions de CO2 (par rapport à 1990) d’ici 2020 dans les pays développés et que nous sommes opposés à la marchandisation du droit de polluer. Nous sommes pour un soutien financier et technologique aux pays en voie de développement qui pourrait être géré par l’ONU. Pour financer ces mesures de transformations, nous proposons la réduction des dépenses militaires et une taxation des transactions financières.

Nous sommes attachés à deux principes fondamentaux : celui de responsabilité commune mais différenciée qui souligne la responsabilité historique des nations industrialisées et le droit des pays pauvres de se développer tout en prenant en compte l’urgence climatique actuelle, et le droit à l’énergie propre pour toutes et tous (dans le cadre d’un développement soutenable et solidaire).

C’est pourquoi, notamment au niveau européen, nous sommes pour un secteur énergétique public fort, le développement des transports en commun et du FRET ferré ainsi que l’isolation massive des bâtiments. Ces transformations ne pourront être obtenues sans une pression populaire sur les institutions européennes et la remise en cause d’une série de règles imposées par le Traité de Lisbonne.

Pour relever le défi devant lequel nous sommes et initier une alternative réellement écologique, il faut sortir au minimum les biens communs de l’humanité du capitalisme.

Le 13 décembre 2009

Les délégations de la Gauche Européenne présentes à Copenhague